



HAL
open science

La petite ville, la grosse coopérative, et la petite région

Yves Lambert, . Station d'Économie Et de Sociologie Rurales, . Association
Des Ruralistes Français, Bernard Kayser

► To cite this version:

Yves Lambert, . Station d'Économie Et de Sociologie Rurales, . Association Des Ruralistes Français, Bernard Kayser. La petite ville, la grosse coopérative, et la petite région. Colloque Petites villes et pays dans l'aménagement rural, Association des Ruralistes Français (ARF). FRA., Nov 1977, Rennes, France. 149 p. hal-01914424

HAL Id: hal-01914424

<https://hal.science/hal-01914424>

Submitted on 4 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

ASSOCIATION DES RURALISTES FRANCAIS

COLLOQUE DE RENNES 24-25-26 NOVEMBRE 1977

LS 1656
YL-1977

*la petite ville,
la grosse coopérative,
et la petite région.*

par Yves LAMBERT, avec la collaboration de Marie-Anne BREMAUD

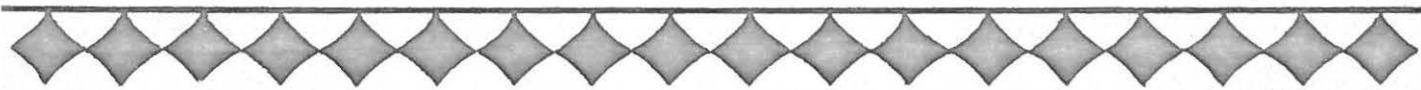
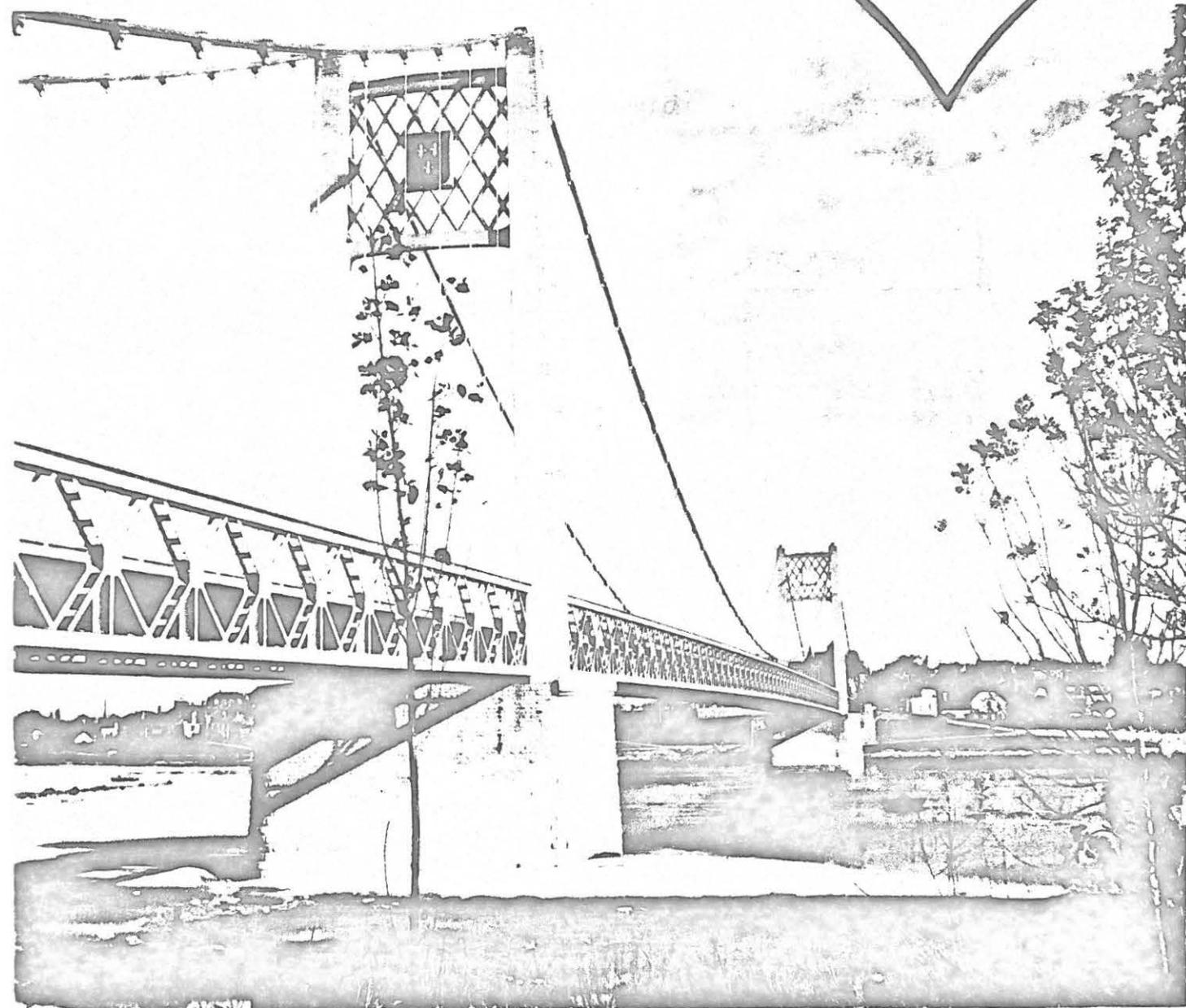
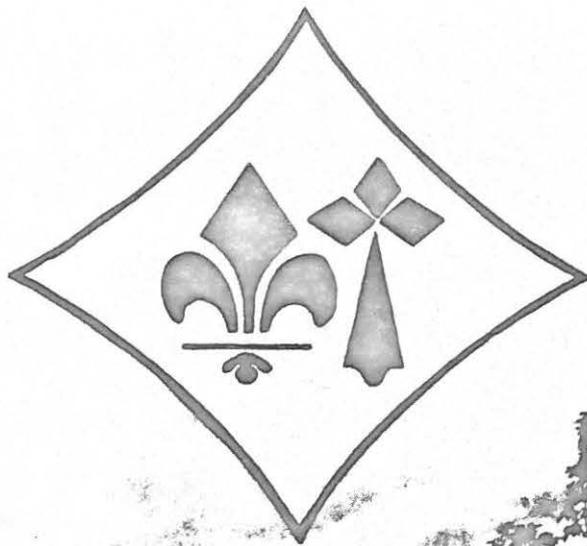
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

STATION D'ÉCONOMIE RURALE

65, rue de Saint-Brieuc - 35042 RENNES CEDEX

Tél. (99) 59-29-52

ANCENIS



cana

Le département de la Loire-Atlantique et la région d'Ancenis.



INTRODUCTION

Lorsqu'une petite ville possède une grosse entreprise et que cette entreprise est une coopérative agricole, il en résulte certaines configurations spécifiques de relations non seulement entre la ville et son environnement rural mais aussi au sein même de la petite ville. C'est le cas de la ville d'ANCENIS, située en Loire-Atlantique entre Angers et Nantes, et de la coopérative agricole La Noëlle, la CANA. C'est ce système particulier de relations qu'on va identifier en laissant volontairement de côté les autres activités et les autres aspects des relations entre Ancenis et son environnement rural (1).

On se demandera en premier lieu dans quelle mesure la nature du recrutement de la coopérative peut rendre en quelque sorte la campagne présente à la ville et réciproquement : n'est-ce pas là un élément privilégié d'interpénétration des genres de vie ? On examinera ensuite si le transfert en ville des différences de condition sociale d'origine, qui accompagnent souvent l'exode agricole, ne revêt pas ici une forme particulière, compte-tenu de l'orientation agricole de l'entreprise en question. Allant plus loin, on pourra rechercher si, et selon quelles modalités, le développement d'une puissante organisation coopérative a pu contribuer à modeler l'évolution des rapports sociaux et des forces sociales dans la petite région. Dans quelle mesure le couple d'opposition ville-campagne permet-il de rendre compte de cette évolution ? Présentons d'abord et brièvement la région.

L'agglomération d'Ancenis ne compte que 9 000 habitants (avec la commune contigüe de St-Géréon) mais elle fournit environ 4 500 emplois à la petite région. On mesure la place de la CANA à son effectif de salariés (1 150), les autres entreprises importantes

(1) Ce texte s'appuie sur une analyse du développement agricole de la région d'Ancenis ainsi que sur une enquête par questionnaire réalisée en septembre 1975 auprès du personnel de la CANA travaillant à Ancenis et qui a recueilli 72,5 % de réponses ; on tient à remercier Mr Guillet, directeur du personnel, pour la réalisation de cette enquête, et Mr Chiron pour le traitement informatique. L'analyse de développement s'inscrivait dans le cadre d'un projet d'étude de différents cas de développement micro-régional, mis en oeuvre par l'A. F. P. A. (Association pour la Formation et le Perfectionnement Agricole) et l'ACEAR (Atelier Central d'Etude et d'Aménagement Rural), et dont les correspondants étaient à Ancenis Mr J. GILLET, animateur du Centre Régional de Développement Agricole et Mr LEBOT, responsable de l'animation coopérative à la CANA. Cf. le résumé paru dans la revue Etudes Rurales, 1977, n°65, janvier-mars, pp. 139-155, et Y. LAMBERT, avec la collaboration de Marie-Anne BREMAUD, L'affirmation et la différenciation sociale des paysans d'une région de l'Ouest de la France, I. N. R. A. - Rennes, 1976.

étant la société BRAUD et FAUCHEUX : 640 emplois (construction de grues, bétonnières et chariots élévateurs), les Etablissements GIRAUDET (cartonnage) et BOUSSIER (textile) : 400 emplois chacun environ, suivis par une fonderie employant 160 personnes. Alors que la plupart des petites villes du département ont vu leur population stagner ou même régresser notamment au profit de l'agglomération nantaise, Ancenis a connu une forte croissance démographique de 1962 à 1975 (+ 29 % au niveau du canton) liée à la progression de l'emploi qui renvoie elle-même, entre autres, à la localisation de la ville sur les axes routier et ferroviaire Paris - Le Mans - Angers - Nantes.

C'est la CANA qui a d'ailleurs le plus contribué, et de loin, à l'accroissement de l'emploi ; et elle est la seule entreprise à ne pas pratiquer de réduction d'horaire ou de compression de personnel depuis la crise économique. Fondée en 1932, la coopérative a progressivement étendu son rayon d'action à l'ensemble de la Loire-Atlantique et aux départements voisins. C'est un ensemble polyvalent comptant 30 000 coopérateurs environ, employant au total 1 530 salariés, et atteignant un chiffre d'affaires d'un milliard de francs.

I - VIVRE AU PAYS, EN "RURBANITE"

L'un des points par lesquels les coopératives tiennent à se démarquer des entreprises agro-alimentaires privées, lorsque les deux sont renvoyées dos à dos, est leur enracinement au pays. On peut dire que cette appartenance régionale est tout à fait le cas de la CANA. Fondée par des agriculteurs et propriétaires fonciers de la région, elle y est enracinée par ses coopérateurs bien sûr, mais aussi par son personnel qui est en quasi-totalité d'origine locale et en majorité d'origine agricole (70 % des hommes et 50,5 % des femmes). Sans pratiquer d'exclusive, on tend à donner une priorité d'embauche à un enfant de coopérateur ou à quelqu'un dont un parent plus ou moins proche travaille déjà à la CANA. Ce mode de recrutement était très pratiqué à l'origine, où l'entreprise était considérée comme une grande famille dévouée à la cause coopérative. Il s'estompe un peu avec l'accroissement de taille et avec la diversification des qualifications, encore qu'on accorde si possible une préférence à la promotion interne par rapport à l'entrée sur titres et diplômes qui, comme on le verra, pénaliserait fortement les candidats d'origine agricole.

Les origines du personnel sont de nature à constituer un premier élément important d'interpénétration ville-campagne. Ce personnel vient-il résider en ville ou reste-t-il sur le lieu d'origine ? Ceux qui sont issus des communes voisines tendent à y rester plutôt qu'à venir dans l'agglomération ancenisienne. Mais le recrutement

s'étend jusqu'à 100 km environ et dans ce cas il y a une légère transplantation. Parmi l'ensemble du personnel 42,5 % résident à Ancenis (ou à St-Géréon) et 41,5 % à une distance inférieure à 20 km, la tendance étant à se rapprocher d'Ancenis où habitent 46 % des employés mariés et 64 % des hommes recrutés avant 1960. Le personnel d'origine agricole se distingue peu, à ceci près qu'il vient un peu moins habiter la ville même. Donc on vit au pays et ceux-là même qui sont en ville adoptent en fait un style de vie mi-rural, mi-citadin, cumulant bien les avantages des deux tout en épargnant certains de leurs inconvénients : ils évitent le manque d'équipement de la campagne et le tassement des grandes concentrations tout en étant à une petite demi-heure de Nantes et, surtout, logés en maison individuelle avec un petit jardin, comme en milieu rural.

Le règne pavillonnaire s'affirme avec une prépondérance étonnante quel que soit le niveau d'emploi à la CANA. Partagé par 83 % du personnel, ce type d'habitat concerne 92,5 % de ceux qui sont entrés avant 1960 : la vie en appartement est surtout le fait des jeunes, encore qu'elle y soit nettement minoritaire (23 % du personnel recruté en 1970 et après). Significativement, le primat de la maison individuelle est encore plus affirmé chez le personnel d'origine agricole, y compris parmi les jeunes ou les célibataires. L'accès à la propriété va de pair avec la maison individuelle : la location est nettement ressentie comme une solution provisoire à laquelle sont contraints les jeunes travailleurs ou les nouveaux mariés (les 2/3 du personnel recruté en 1970 et après sont en location - ou chez leurs parents) ; elle devient d'autant plus rare que l'ancienneté est plus grande : ainsi, parmi les salariés entrés avant 1965, 13 % sont en location, 43,5 % en accession à la propriété et 43,5 % en propriété.

Dans le prolongement de ce constat on pourrait développer bien des aspects de l'interpénétration ville-campagne, qui montreraient notamment que les influences sont loin d'être à sens unique. Les échanges s'établissent d'abord par les migrations journalières de travail de ceux qui demeurent dans la petite région ou par les visites régulières que rendent à leur famille ceux qui se sont transplantés. Beaucoup possèdent un congélateur. On va volontiers donner un coup de main pour les foins, etc ... à l'occasion d'un week-end, d'un pont ou pendant une partie des congés. La moitié des fils et le quart des filles d'agriculteurs ont travaillé chez eux en tant qu'aides familiaux avant de s'embaucher et, si très peu conservent une activité complémentaire agricole - du moins selon les déclarations (4 % continueraient d'exploiter surtout sur de petites surfaces), - par contre chacun possède un jardin qui constitue à la fois un complément de revenu et une mini-exploitation agricole, avec éventuellement lapins, poules (et un chien). On investit dans le jardin le temps libre suscité par le statut de salarié, retrouvant un rythme de travail proche de l'agriculture ; il est d'usage de "faire le tour du jardin" ; on compare les résultats et on observe ce qui se passe chez les autres comme, en campagne, on regarde par-dessus la haie ; c'est en général une occupation masculine, ce qui reproduit l'opposition entre le

travail des hommes, à l'extérieur, et celui des femmes, à la maison. Souvent, également, on recrée un cellier soit au sous-sol, soit dans un coin de garage lorsqu'on a une maison de plain-pied.

On peut considérer le mode de syndicalisation du personnel comme un autre type de comportement modelé par ses origines rurale et paysanne. Les syndicats majoritaires dans les autres entreprises importantes d'Ancenis, Forces Ouvrières (Braud et Fauchoux, Giraudet) et la Confédération Générale du Travail (Boussier, Bouyer), sont absents de la CANA qui, par contre, comporte une grosse section C.F.D.T. (plus de 600 adhérents) - outre une section de la Confédération Générale des Cadres. Or, la CFDT est caractéristique des secteurs para-agricoles où elle est majoritaire au plan national ; elle est typique également des travailleurs d'origine rurale des régions de tradition catholique, comme ici, où la CGT reste perçue comme une organisation fortement déconseillée, liée au Communisme (d'où la prépondérance de la C.F.D.T. et de F.O. dans la région) ; être à la C.F.D.T. c'est enfin ne pas appartenir à une organisation ouvrière traditionnelle, soit ici, principalement, à F.O.. Ainsi se trouve reproduites et métamorphosées à la fois des distinctions d'importation rurale telles que les oppositions paysan/ouvrier, religieux /laïque. La CANA est la seule entreprise ancennienne où, jusqu'à une date récente, on trouvait des crucifix dans les bureaux (et l'Assemblée Générale annuelle des coopérateurs commençait par une grande messe). Enfin, l'appartenance cégétiste est elle-même plus ou moins vécue comme une affiliation syndicale agricole. C'est en quelque sorte une assurance professionnelle implicitement reconnue par l'entreprise, qui prévèle d'ailleurs automatiquement la cotisation des adhérents sur leur bulletin de salaire au même titre que les autres cotisations. Aux manifestations, la section CFDT de la CANA se distingue par un taux de mobilisation (rapport participants/adhérents) assez bas, indice d'une conscience ouvrière peu affirmée. D'un autre côté cela traduit un certain progressisme qui est le pendant de ce qu'est la Fédération des Syndicats d'Exploitants dans le secteur agricole en Loire-Atlantique (fédération dans l'opposition de gauche au sein de la FNSEA) : la CFDT est plus marquée politiquement que F.O. et en même temps elle paraît plus familière, moins "ouvrière". Bref, on accepte d'être un peu marqué mais sans trop se démarquer, si ce n'est vis-à-vis de ce que le mouvement ouvrier a de plus éloigné du mouvement paysan - du moins la CANA offre-t-elle assez de sécurités pour que ce démarquage soit possible.

On n'évoquera pas davantage les multiples échanges réciproques d'informations, de modèles, de manières de penser et d'agir qui s'instaurent ainsi entre la ville et la campagne, et qui ont été souvent analysés. On soulignera seulement le fait que, par l'intermédiaire de la CANA, se trouve importée dans la petite ville une sociabilité d'interconnaissance typiquement rurale quoique formant un tissu nettement moins dense et moins durable. Se retrouvent à la CANA ou dans le même lotissement des personnes originaires de la même commune. Il n'existe

pas d'association qui ne compte plusieurs responsables travaillant à la CANA. Les réseaux d'anciens militants jacistes (Jeunesse Agricole Catholique) ont leur homologue à Ancenis par les frères ou soeurs employés à la CANA (ou mariés à des employés), et on verra qu'ils jouent un rôle important dans la région. D'une façon générale, il y a des "Cana" (comme on dit significativement) un peu partout, qui se connaissent selon des sous-ensembles plus ou moins discontinus. D'où des formes spécifiques de contrôle et d'action sociaux, certains aspects de la vie privée ou des opinions étant connus à la fois à la CANA et dans le quartier. Pour cette raison, entre autres, certains 'CANA' préfèrent d'ailleurs habiter à distance ou à Nantes.

II - REPRODUCTION ET TRANSFORMATION DES DIFFERENCES ORIGINELLES DE CONDITION SOCIALE.

Avant de revenir sur le rôle tenu par la CFDT et les anciens jacistes à propos de l'analyse de l'évolution des forces sociales, examinons si, par l'intermédiaire de la CANA, il n'y a pas un transfert des différences originelles de condition sociale vers le secteur para-agricole et vers la ville : aux emplois nouveaux ne correspond pas forcément une hiérarchisation nouvelle. On sait que l'exode agricole s'effectue principalement vers la classe ouvrière, ou vers des emplois plutôt situés au bas de la hiérarchie sociale ; On sait aussi que le niveau d'emploi hors de l'agriculture tend à s'élever avec la taille de l'exploitation d'origine, ceci notamment par l'intermédiaire de la formation acquise (dont le niveau s'élève avec la surface) (1). Qu'en est-il lorsque l'exode s'accomplit vers une coopérative agricole : ne peut-on pas s'attendre à une promotion relativement plus forte du personnel d'origine agricole, spécialement lorsqu'il est majoritaire ? La dimension de l'exploitation d'origine joue-t-elle un rôle ? Finalement, retrouve-t-on en ville des différences de condition sociale rappelant celles du milieu d'origine ou au contraire, assiste-t-on à une vaste redistribution ?

L'enquête auprès du personnel n'ayant été réalisée qu'à la CANA, on comparera le niveau d'emploi du personnel d'origine agricole à celui du personnel d'origine ouvrière ou "autre" (employés, commerçants, artisans, cadres, professions libérales, industriels), et on comparera entre eux les enfants d'agriculteurs selon la surface de l'exploitation d'origine.

(1) Cf. G. JEGOUZO, L'exode agricole : étude socio-économique, Notes et études documentaires, 6 octobre 1972, n°3928, La documentation française
et G. JEGOUZO et J. L. BRANGEON, Les paysans et l'école, Cujas Paris, 1976.

Comme le montre le tableau ci-dessous, les fils (77 %) et filles (57 %) d'agriculteurs ont été plus souvent recrutés comme ouvriers que les enfants d'ouvriers eux-mêmes (58 % et 31 % respectivement) ou, à plus forte raison, que les enfants issus des autres catégories sociales dont un peu plus de la moitié sont entrés au niveau de l'encadrement dans le cas des hommes. Par ailleurs, les fils d'agriculteurs embauchés comme ouvriers l'ont été à des échelons plus bas que les fils d'ouvriers. Au moment de l'enquête la supériorité d'emploi du personnel issu des "autres catégories" sociales s'est entièrement maintenue. Les écarts entre fils d'agriculteurs et fils d'ouvriers semblent s'être annulés : en fait cela tient pour partie à une ancienneté plus grande des premiers, dont 44 % ont été recrutés avant 1965 contre 29 % des fils d'ouvriers (et 27 % pour les fils d'autres catégories), car, si l'on raisonne à tranche d'ancienneté égale, il apparaît une sensible infériorité d'emploi des fils d'agriculteurs. Il en va de même dans le cas des filles, et si l'écart entre la structure d'emploi des filles d'agriculteurs et celles des filles d'ouvriers semble s'être accru c'est qu'à l'inverse, ici, l'ancienneté joue au détriment des filles d'agriculteurs, dont 33 % seulement sont entrées avant 1970, contre 45 % pour les filles d'ouvriers et 61 % pour les filles d'autres catégories. Quant aux inégalités entre agriculteurs eux-mêmes selon la surface de l'exploitation familiale, on constate qu'elles se retrouvent au premier emploi et au moment de l'enquête, mais elles sont assez limitées, et là, il en va de même à ancienneté égale ; par ailleurs, si les fils de coopérateurs totaux appartiennent plus souvent à l'encadrement (27 %) que les files de coopérateurs partiels (22 %) ou les fils de coopérateurs occasionnels (13 %), cela tient surtout à des différences de formation et de surface.

Tableau 1. Premier emploi à la CANA et emploi lors de l'enquête selon l'origine sociale
(Le tableau se lit : 77 % des fils d'agriculteurs ont été recrutés à la CANA comme ouvriers, parmi lesquels 67 % étaient aux échelons 1-2-3, etc...).

Employi Origine sociale	PREMIER EMPLOI (1)					EMPLOI LORS DE L'ENQUETE				
	ouvrier	(dont éch. 1, 2, 3)	employé	enca- drement	total	ouvrier	(dont éch. 1, 2, 3)	employé	enca- drement	total
Fils d'agriculteur	77	(67 %)	15	8	100	61	(20 %)	14	25	100
Fils d'ouvrier	58	(43 %)	31	11	100	56	(21 %)	22	22	100
Fils d'autres catégories (2)	30	(n.s.)	10	52	100	25	(n.s.)	17,5	57,5	100
Filles d'agriculteur	57	(64 %)	42	1	100	46	(60,5)	50	4	100
Filles d'ouvrier	31	(n.s.)	69	-	100	18	(n.s.)	76	6	100
Filles d'autres catégories (2)	10	(n.s.)	81	9	100	12	(n.s.)	72	16	100
Fils d'agriculteur moins de 20 ha	60	(72 %)	12	8	100	66	(20 %)	12	22	100
20 à 30 ha	80	(67 %)	17	3	100	62	(17 %)	11,5	26,5	100
30 ha et plus	72	(53 %)	15	13	100	51	(9 %)	20	29	100

n.s. : non significatif (petit nombre)

(1) La catégorie ouvriers présente 7 échelons dont les 3 premiers correspondent en gros aux O.S.. On a rassemblé dans la catégorie "encadrement" les contremaîtres, chefs d'équipe, chefs de groupe et les cadres proprement dits.

(2) Employés, artisans, commerçants, cadres, professions libérales, industriels.

L'ensemble du personnel a connu une progression d'emploi, spécialement les fils d'agriculteurs. La promotion sur le tas a été très forte chez les plus anciens : la moitié du personnel recruté avant 1960 comme ouvriers est passé dans l'encadrement (surtout aux postes de contremaître ou chef d'équipe, il est vrai), contre un cinquième du per-

sonnel recruté de 1960 à 1964. Néanmoins, cela n'a pas suffi à compenser les différences initiales : à quoi celles-ci tenaient-elles ? Quels sont les facteurs de progression d'emploi ? Bien entendu plusieurs éléments seraient à prendre en compte : on retiendra seulement le rôle de la formation scolaire initiale et l'opportunité de perfectionnement professionnel.

On constate que le niveau de formation explique une large part des différences d'emploi : la relation formation-emploi est assez forte à l'entrée, sans être rigide, et elle demeure par la suite avec toutefois des nuances. (cf. tableau 2). Ainsi, sont ouvriers au moment de l'enquête 92 % des hommes ayant une formation primaire sans CEP (dont 41 % aux échelons 1-2-3), contre 69 % de ceux qui ont le CEP (dont 20 % aux bas échelons), 76 % de ceux qui ont une formation technique de niveau CAP (dont 38 % seulement sont aux bas échelons), et 4 % pour une formation générale de niveau second cycle au moins. Or les fils d'agriculteurs sont ceux qui ont le plus fort taux de formations les plus basses (tableau 3). Ils sont aussi

Tableau 2. Relation entre formation et emploi ; entre formation et perfectionnement. (Hommes seulement).

Niveau de formation le plus élevé	PREMIER EMPLOI				EMPLOI LORS DE L'ENQUETE				Ont bénéficié d'heures de perfectionnement
	ouvrier (dont éch. 1.2.3.)	employés	enca-drement	total	ouvrier (dont éch. 1.2.3.)	employés	enca-drement	total	
Formation générale :									
- primaire sans CEP	100 (72 %)	-	-	100	92 (41 %)	2	6	100	22 %
- primaire avec CEP	86 (70 %)	12	2	100	69 (20 %)	15	15	100	54 %
- 2 ^e cycle et supérieur	4 (n.s.)	48	48	100	9 (n.s.)	18	73	100	56 %
Formation technique :									
- niveau CAP	76 (38 %)	22	2	100	68 (7 %)	17	15	100	25 %
- niveaux supérieurs	25 (n.s.)	44	31	100	8 (n.s.)	39	53	100	37 %
Formation agricole :									
- niveau BAA(ou C.C*)	91 (63 %)	6	3	100	69 (10 %)	10	21	100	} 74,5 %
- niveaux intermédiaires	75 (n.s.)	12,5	12,5	100	38 (n.s.)	10	52	100	
- BTA et supérieur	14 (n.s.)	9	77	100	7 (n.s.)	13	80	100	

(*) La structure d'emploi est très proche entre "cours par correspondance" et niveau BAA.

Tableau 3. Relation entre l'origine sociale et d'une part la formation scolaire, d'autre part les perfectionnements suivis à la CANA.

Niveau de formation le plus élevé perfectionnement	Parmi le personnel dont la formation la plus élevée est :				Ont bénéficié d'heures de PERFECTIONNEMENT professionnel à la CANA
	GENERALE		TECHNIQUE ont un niveau CAP	AGRICOLE ont un niveau cours par corr. BAA, BAMA	
	primaire	2 ^e cycle et sup.			
Origine sociale					
Fils d'agriculteurs	84 %	7 %	67 %	61 %	48 %
Fils d'ouvriers	67 %	26 %	75 %	-	38 %
Fils, d'autres professions	39 %	56 %	44 %	-	48 %
Filles d'agriculteurs	73 %	20 %	41 %	10/14	8 %
Filles d'ouvriers	-	-	71 %	-	17,5 %
Filles, d'autres professions	-	-	76 %	-	40 %
Fils et filles (< 20 ha d'agriculteurs)	90 %	5 %	55 %	73 %	44,5 % (*)
(20-30 ha)	78 %	7 %	50 %	62 %	51 % (*)
(30 ha et plus)	73 %	23 %	52 %	58 %	52 % (*)

(*) fils d'agriculteurs uniquement.

les seuls ou presque à se présenter avec une formation agricole qui, à niveau théoriquement équivalent par rapport au technique, leur donne un emploi inférieur à l'entrée ; mais ce handicap se trouve surmonté par la suite. Il en va de même des filles d'agriculteurs sauf en ce qui concerne la formation technique où elles sont plus diplômées que leurs collègues d'autres milieux sociaux ayant également une formation technique. On peut donc considérer que son plus bas niveau de formation est le principal responsable du plus bas niveau d'emploi du personnel d'origine agricole. La possibilité de perfectionnement dans le cadre de la formation permanente ne change pas cette situation, bien que les agriculteurs en bénéficient relativement un peu plus, car les perfectionnements ont été d'autant plus fréquents que la formation ou l'emploi étaient plus élevés (tableaux 2 et 3).

Ce transfert à la CANA et par conséquent à Ancenis de différences sociales héritées - que ce soit entre milieux agricole et ouvrier, ou entre classes populaires et classes moyennes ou supérieures - se matérialise à l'intérieur même de la coopérative entre les différents services. La proportion de fils d'agriculteurs est d'autant plus grande que le service est plus proche de l'agriculture (ramasseurs-laitiers, techniciens de production, par exemple) ; et bien entendu l'encadrement d'origine agricole se localise surtout dans ces services. Enfin, on pourrait mettre en évidence d'autres formes d'exportation de rapports sociaux modelés par leur substrat paysan, dans le domaine matrimonial, par exemple : les fils d'agriculteurs adoptent deux fois plus souvent le modèle de la femme au foyer que les fils d'ouvriers mais cela est peut être dû en partie au maintien d'une activité agricole ; parmi les fils d'agriculteurs célibataires on découvre une hiérarchie des taux de célibat liée à la surface de l'exploitation d'origine, exactement comme dans le cas des agriculteurs eux-mêmes (1), soit, respectivement, pour les ranches "moins de 20 ha" / "20 à 30 ha" / "30 ha et plus" : 9,5 %, 6 % et 4,5 % de célibataires parmi les fils d'agriculteurs nés de 1930 à 1939, et 11 %, 8 %, 14,5 % parmi ceux nés de 1940 à 1949. S'il est établi que, par l'intermédiaire de l'emploi à la CANA, il y a reproduction et transformation à la fois de la structure des rapports sociaux, qu'en est-il des forces sociales elles-mêmes : l'existence d'un important pôle coopératif n'a-t-elle pas exercé une influence sur l'évolution syndicale et politique de la région ?

(1) Cf. G. JEGOUZO et J.L. BRANGEON, Célibat paysan et pauvreté, INRA Rennes, janvier 1974, 22 p. Les taux de célibat en 1968 des chefs d'exploitation nés de 1929 à 1938 étaient de 24 % pour les exploitants établis sur moins de 10 ha, 18 % sur 10 à 15 ha, 16 % sur 15 à 20 ha ; 10 % pour 20 à 50 ha, et 9 % pour 50 ha et plus. On a vérifié cette relation dans trois communes de la région d'Ancenis. D'une façon générale, le taux de célibat est d'autant plus élevé que la condition sociale est objectivement plus basse ; le taux de célibat de l'ensemble du personnel né de 1930 à 1939 est inférieur au taux national (6 % contre environ 10 %).

III - L'EVOLUTION DES FORCES SOCIALES ET LA RESTRUCTURATION DES RAPPORTS VILLE-CAMPAGNE

On peut chercher à mettre en relief ce qu'a eu de spécifique l'évolution des forces sociales dans le complexe ville-campagne régional du fait du développement d'une grosse coopérative. On présentera d'abord les transformations du milieu agricole puis on portera plutôt l'attention sur l'évolution globale de la petite région mais dans chaque partie on essaiera de saisir le système d'interrelation ville-campagne précisément à partir des forces sociales qui le constituent. La coopérative est-elle un moyen d'affirmation et un pôle de structuration de la paysannerie ? Contribue-t-elle à cristalliser les tendances syndicales et politiques aussi bien dans les campagnes que dans l'ensemble de la région ? Selon quelles modalités ? (1).

1. La CANA et l'affirmation sociale des paysans

En 1932, date de fondation de la coopérative, la paysannerie de la région n'avait aucune organisation propre, ni syndicale, ni économique, ni politique. Les "syndicats-boutiques" alors répandus dans une grande partie de la Bretagne et de la Loire-Atlantique étaient très peu implantés et, quant ils l'étaient, leur direction était en fait assurée par des non-paysans, nobles et propriétaires fonciers en particulier. Cette situation tenait surtout au système de production local fondé sur la race bovine Maine-Anjou, race mixte à dominante "viande", qui faisait des paysans des agriculteurs à mentalité d'éleveur, qui renforçait un individualisme et une atomisation soigneusement entretenus par les négociants et les marchands de bestiaux. Ces derniers dominaient la campagne en alliance plus ou moins conflictuelle avec la noblesse et les grands propriétaires fonciers, lesquels, au XIX^e siècle, avaient créé et diffusé la race Maine-Anjou sur leurs métairies car elle leur était plus favorable que les races laitières compte-tenu notamment des règles de partage des produits. Or, l'histoire sociale de la paysannerie jusqu'au début des années soixante apparaît comme un mouvement continu d'affirmation sociale, comme le passage d'un état de classe "en soi" où elle était représentée par le négoce, la noblesse et l'aristocratie foncière, à l'état de classe "pour soi" où les paysans se sont dotés de leurs propres responsables et de leurs propres conceptions. Si ce processus s'est accompli de façon assez unitaire, il a été suivi ces dernières années d'un éclatement en plusieurs tendances syndicales et politiques. Quels ont été la place et le rôle de la CANA dans cette évolution ?

(1) Pour une étude de la grande région, Cf. Jean RENARD, les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise, Loire-Atlantique, bocages vendéens, Mauges. Le Cercle d'Or, 1976, Les Sables d'Olonne.

Jusqu'en 1938-39, période où le syndicalisme s'est organisé dans la région, la coopérative a été en quelque sorte la première organisation que l'on pouvait considérer comme paysanne ; elle fut créée par un groupe d'agriculteurs (dont Mr. RAGUIN, frère du futur directeur) et un grand propriétaire foncier éclairé (Mr. LE GOUAIS), pour contrer la spéculation sur les céréales et faire de l'approvisionnement direct. En effet, les négociants achetaient les céréales à bas pris au moment de la récolte et les revendaient deux à trois fois plus cher quelques mois après ; ils faisaient des marges élevées sur les engrais sans toujours garantir la qualité. Inutile de préciser que la petite coopérative s'est heurtée aussitôt à de vives attaques ; elle se serait effondrée - comme avaient échoué des syndicats-boutiques dans la même entreprise - sans la détermination des paysans et sans l'appui de Mr LE GOUAIS (qui a cautionné les emprunts pour le premier silo,

qui a réalisé les démarches administratives et préparé la gestion, où les paysans étaient alors incompetents). Les premiers coopérateurs étaient la cible du négoce et d'une partie des notables, si bien que certains apportaient leur récolte la nuit pour ne pas être vus, ou bien n'en livraient qu'une partie à la coopérative. Consolidée par la mise en place de l'office du blé en 1936, la coopérative était, lors de la création du syndicalisme, une entreprise solide qui avait rapidement étendu ses activités et son rayon d'action. Jusqu'à la fin des années cinquante elle allait jouer un rôle plus indirect, le syndicalisme passant au devant de la scène.

A la faveur de l'absence de tradition d'un syndicalisme-boutique auquel ils étaient fortement opposés tous les deux, la coopération et le syndicalisme se sont développés sur un terrain vierge et dans une grande indépendance l'une par rapport à l'autre ; cela explique en partie le succès de la CANA et le relief syndical de la région, à laquelle appartiennent B. LAMBERT et B. THAREAU. D'entrée de jeu s'est implanté un syndicalisme revendicatif (à vocation générale) limité à la défense paysanne, sur le modèle des syndicats ouvriers dont l'efficacité était apparue en 1936. Cela ne l'empêchait pas d'être profondément favorable à la coopération, mais il tenait à séparer les domaines. La période de guerre a renforcé à la fois la coopérative et le syndicalisme qui sont peu à peu entrés dans les moeurs. A partir de 1950 environ se développent la mécanisation et l'intensification de l'agriculture régionale ; le syndicalisme devient un mouvement de masse et organise les premières grandes manifestations paysannes. La coopérative accompagne et stimule à la fois la modernisation en particulier dans le domaine laitier où elle accélère le développement de la collecte (par rapport à la fabrication du beurre à la ferme) par les prix qu'elle pratique. Cette phase est un tournant dans les rapports ville-campagne car l'autarcie relative de l'économie paysanne est ébranlée.

Alors que la taille et l'extension de la CANA la destinaient à jouer un rôle de plus en plus indirect dans l'évolution de la région, elle y revient en force au contraire à partir de 1960 environ sous l'action de la nouvelle élite issue de la JAC (Jeunesse Agricole Catholique),

qui achève de façon décisive le mouvement d'affirmation sociale de la paysannerie, et qui jouera un rôle moteur dans la genèse des nouvelles forces politiques de la région après 1968. Avec l'accès aux principales responsabilités syndicales dans la région (comme, au niveau du département, au CDJA et à la FDSEA), avec les succès politiques surprenants remportés par B. LAMBERT en 1958 (élu député MRP) et M. THAREAU en 1961 (élu conseiller général), tout leur paraissait possible, en particulier la conquête du pouvoir économique c'est-à-dire entre autres l'entrée à la CANA. Sur le plan national, c'était la période de l'affirmation du CNJA, des grandes mobilisations des années 1959 à 1961, et de l'élaboration de la nouvelle politique agricole. Après avoir forcé la porte du Conseil d'Administration aux élections de 1961 en bousculant quelque noble au passage, les anciens jacistes (de la région et d'ailleurs) finiront par y devenir majoritaires : en sont actuellement, secrétaire, B. THAREAU, frère de M. THAREAU, et président, R. RAIMBAUT, ancien président national de la JAC. Partisans du "tout coopératif" et de la spécialisation des productions, les anciens jacistes ont indirectement fait de la CANA un agent de différenciation sociale ainsi qu'un lieu de cristallisation des nouvelles tendances parmi les agriculteurs de la région.

La spécialisation est en effet devenue l'un des principes majeurs de différenciation dans les campagnes, au même titre que la surface. On peut distinguer d'un côté les exploitants élevant des vaches "Maine-Anjou" (un peu plus des deux tiers), sous-représentés dans les organisations professionnelles et sous-encadrés par les techniciens ou conseillers, de l'autre les exploitants spécialisés dans les productions laitières ou "hors-sol", sur-représentés et sur-encadrés, et dont le noyau, issu de la JAC, occupe les principales responsabilités dans le syndicalisme, la coopération et le développement. Ce sont deux sociétés paysannes à la fois relativement distinctes et étroitement imbriquées qui tendent à se délimiter ainsi : beaucoup d'éleveurs de Maine-Anjou font des opérations avec la CANA et une partie des spécialisés travaillent en relation avec le secteur privé. Dans les cantons proches d'Ancenis, la CANA collecte près des trois quarts des céréales mais fournit moins de la moitié des approvisionnements tandis que le marché de la viande bovine reste largement aux mains des marchands de bestiaux ; il existe d'ailleurs, en fait, deux marchés de la viande correspondant à chacune de ces sociétés paysannes, le circuit traditionnel avec marchands de bestiaux (où les bêtes sont de plus en plus vendues à la ferme et non sur les foires), et la production sous contrat en atelier "hors sol".

Finalement, le rôle de la coopérative s'est beaucoup modifié. S'il n'y a plus l'antagonisme d'autrefois entre la coopération et le négoce privé, par contre une partie des paysans du premier groupe ont une attitude réservée vis-à-vis de la CANA, dont les prix ne sont pas forcément les plus intéressants et dont le gigantisme peut leur faire préférer des relations plus souples et plus personnalisées avec des négociants ou de petits industriels. Surtout le noyau ex-jaciste a éclaté en tendances libérales, réformiste (FDSEA) et révolutionnaire (paysans-travailleurs) en fonction notamment de leur analyse du rôle de la coopérative dans le système économique. Ainsi, on peut dire que

la grève du lait de 1972 a davantage contribué à la structuration des nouvelles tendances paysannes que les élections présidentielles de 1974 : elle a mis face à face les défenseurs de la coopérative, ceux qui la considéraient comme une entreprise capitaliste et se battaient de l'extérieur pour exiger des prix garantissant un revenu minimum, et ceux qui, tout en approuvant les manifestants, agissaient aussi de l'intérieur dans un but d'efficacité réformatrice. Depuis lors, il semble que la coopérative s'éloigne à nouveau de l'évolution paysanne locale du fait des multiples contraintes qui pèsent sur son fonctionnement, et que la grève du lait a mises en évidence (système agro-alimentaire, règlements communautaires, exigences du personnel, débouchés, etc ...).

2. L'évolution des forces sociales dans l'ensemble de la petite région

A travers les nouveaux rapports entre les agriculteurs de la région et la CANA se profile un aspect des relations ville-campagne, à savoir les relations salariés-agriculteurs, qui prend ici une forme particulière du fait que les salariés "CANA" sont souvent d'origine agricole, de la région, et sont formellement employés par les coopérateurs. Il en résulte un système fortement entrecroisé de complémentarités et de contradictions, de solidarités et d'oppositions, comme l'a d'ailleurs montré la grève du lait de 1972. Les rapports étaient relativement simples autrefois, lorsque la coopérative apparaissait comme un prolongement des exploitations agricoles, de même que son personnel, d'exode récent, dévoué à la cause commune et se connaissant bien. Il n'en va plus du tout de même aujourd'hui. Tout d'abord, la coopérative s'impose comme une grosse entreprise, extérieure, ayant sa logique propre, et dont les 1 500 salariés auraient volontiers tendance à estimer que les exploitations agricoles sont elles-mêmes des prolongements, c'est-à-dire des fournisseurs de matière première et des acheteurs de produits, bref, des clients. Le salarié CANA a non seulement les attributs génériques des salariés (paie régulière, week-ends, congés, etc..) mais sa condition est mise en rapport immédiat avec la condition paysanne. Ce personnel massivement syndiqué tient à ce que son revenu suive ou, mieux, précède l'évolution générale des salaires et des prix, alors que le revenu agricole est à la traîne: le niveau de vie des ouvriers "CANA" paraît supérieur à celui de bien des coopérateurs, mais, à l'inverse, les ouvriers d'origine agricole estiment en majorité qu'ils auraient pu avoir un revenu plus élevé dans l'agriculture. Lorsque la CANA vend ou achète, elle établit ses prix de façon à couvrir ses coûts, dont les coûts en main-d'oeuvre, comme toute entreprise, alors que les agriculteurs, eux, les subissent. D'où le sentiment plus ou moins confus que les salariés "CANA" coûtent cher et qu'il existe une concurrence entre revenu agricole et revenu des salariés, ce qui vient s'ajouter au sentiment plus général que les consommateurs et en particulier les salariés sont l'une des causes des bas prix agricoles.

Lorsque le rapport agriculteur-salarié est un rapport père-fils, le coopérateur à la satisfaction de voir son fils bien "placé" (la CANA est plutôt considérée comme une "bonne boîte") et il peut se dire que ce qui ne va pas dans la poche de l'un va dans celle de l'autre ; lorsque c'est un rapport entre frères, entre collatéraux ou entre ex-voisins, les relations peuvent être plus ambiguës. De la part des syndicalismes F. D. S. E. A. et C. F. D. T., il existe une volonté de privilégier

la convergence et la solidarité entre travailleurs différemment soumis mais tous soumis au même système capitaliste. L'unité est recherchée en dépit des contradictions secondaires (l'augmentation des salariés se répercute directement sur les coûts des produits ou services vendus aux agriculteurs) qui surgissent à chaque conflit, dont la "grève du lait" : selon que les agriculteurs bloquaient ou non les camions des laitiers et selon que ceux-ci - presque tous d'origine agricole et en contact permanent avec les producteurs - s'associaient ou non à ce mouvement, le résultat était tout autre ; alors que les paysans les plus déterminés étaient prêts à "bloquer" l'entreprise laitière, ce sont leurs camarades de l'intérieur qui les ont persuadés de ménager leur outil de travail afin de ne pas dresser les ouvriers contre les paysans. Syndicalismes ouvrier et paysan sont conduits à se renforcer pour renforcer le combat contre l'ennemi commun tout en sachant que leurs revendications se neutralisent et s'opposent en partie, et font à cet égard le jeu de l'"adversaire". Enfin, à l'occasion de cette grève et d'actions foncières, il s'est constitué localement une tendance paysanne très corporatiste liée à la F. F. A. (Fédération Française de l'Agriculture), dirigée notamment par des marchands de bestiaux, nettement opposée à la coopérative considérée comme ruineuse et parfois qualifiée de "kolkhoze".

On retrouve là une des dernières formes prises par l'opposition entre la coopérative et le négoce, opposition qui a contribué à marquer l'évolution rurale mais aussi celle de l'ensemble de la petite région. C'est qu'elle n'était pas seulement une opposition entre secteur privé et secteur coopératif ou entre petit commerce et grosse entreprise : c'était également une opposition ville-campagne et une opposition politique. Autrefois les négociants, et surtout les négociants en grains et graines, avaient beaucoup d'ascendant sur les campagnes parce qu'ils étaient du bourg, de situation aisée, sachant bien parler et tenir une gestion ; ils contrôlaient l'une des clés de l'économie paysanne et ils jouaient un rôle politique important en tant que relais pour les forces conservatrices. A Ancenis, comme dans les bourgs ruraux, les gros commerçants tenaient le haut du pavé, or leur clientèle était avant tout rurale, paysanne : ils se trouvaient rivaux de la coopérative dans tous les domaines où elle intervenait (qui se sont peu à peu étendus à tout ce qui peut être nécessaire aux agriculteurs, y compris la quincaillerie, qu'elle vend dans ses magasins). C'était donc une partie du système de domination de la ville et des bourgs sur la campagne qui était en jeu, depuis les grossistes anceniens jusqu'aux collecteurs ou rabatteurs de quartier. Dans ce contexte, la coopérative représentait à la fois une concurrente étendant sans cesse ses activités, une irruption des paysans au cœur de la ville (ils étaient encore considérés avec dédain), et une tête de pont pour les forces politiques novatrices. Cela risquait aussi de modifier le rapport de force entre les bien-pensants et les radicaux, c'est-à-dire entre les blancs et les rouges (1). En particulier, la coopérative semblait avoir partie liée avec le M. R. P. au lendemain de la guerre ; et l'Action Française l'affublait de tous les maux. Le climat d'hostilité était tel qu'en 1952, lors de l'installation de la coopérative à Ancenis, un bulldozer fut dynamité ; plusieurs magasins furent incendiés sans qu'on sache précisément quels étaient les auteurs de ces actions.

(1) Républicaine sous la Révolution de 1789, trois fois envahie par les armées chouannes, la ville d'Ancenis avait alors un environnement rural profondément divisé - ce dont il reste encore des traces, sous une forme méconnaissable. Une tradition républicaine puis radicale et laïque, nettement minoritaire, s'est maintenue à Ancenis et dans la vallée de la Loire.

Ces hostilités ont cessé ou se sont largement atténuées mais les querelles avec le négoce sont toujours prêtes à renaître (comme par exemple, face à la création du restaurant d'entreprise ou face à la découpe de viande par la SICA); par ailleurs la CANA reste une cible pour certains des groupes les plus conservateurs (cf. la qualification de "kolkoze"). Des affinités avec le MRP ont pu être de nouveau perçues lorsque les anciens jacistes sont partis à la conquête de la coopérative mais le contexte était bien différent.

Vis-à-vis de l'évolution récente de la région, le fait qui mérite le plus d'être approfondi est le rôle tenu indirectement par la CANA dans la genèse d'une nouvelle force politique depuis 1970 : le socialisme d'origine catholique. Si la CANA ne fournit qu'une petite minorité des militants de ce courant lui-même minoritaire parmi le personnel (et plus encore sans doute parmi les coopérateurs, bien que près de la moitié des administrateurs s'y reconnaissent), la présence de la coopérative a cependant contribué à le structurer de plusieurs façons. Tout d'abord se sont employés à la coopérative un certain nombre d'anciens militants de la J. A. C. ou du M. R. J. C. (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne), membres ou non du C. M. F. (Chrétiens dans le monde rural), mouvements qui sont l'une des principales sources du nouveau courant. En second lieu la coopérative comporte une importante section syndicale C. F. D. T. (comme on l'a précisé), or cette tendance syndicale constitue un autre appui important du nouveau courant. Enfin, la coopérative a pour effet, on l'a vu, d'accroître l'interpénétration ville-campagne or, d'une part presque tous les militants de ce courant sont d'origine rurale, ou tout au moins extra-ancenisienne et, d'autre part, le progressisme paysan a été pendant plusieurs années à la tête de l'organisation de cette tendance - ce qui d'ailleurs réalisait une inversion des rapports d'influence ville-campagne qu'il est intéressant de souligner.

Ces trois aspects se recoupent : le secrétaire de la section locale du Parti Socialiste et le Conseiller général socialiste (le seul élu socialiste de la région) du canton de Varades travaillent à la CANA ; était candidate conseillère générale du canton d'ancenis la femme d'un administrateur, le secrétaire du Conseil d'Administration étant un chef de file du secteur paysan du P.S. au plan national ; tous sont d'origine agricole et sont d'anciens jacistes ; certains militants CFDT ont également les mêmes origines. Finalement, il existe un parallélisme qu'il faudrait approfondir entre le devenir des jeunes militants agricoles qui restent dans l'agriculture et ceux qui partent en ville et spécialement à la CANA : de ce tronc commun partent en quelque sorte deux branches qui conservent des relations privilégiées et tout un ensemble de points communs en dépit des différences creusées par leurs trajectoires propres. De même, il faudrait préciser si la distinction entre le milieu des responsables agricoles appartenant à l'agriculture spécialisée et la masse des éleveurs mixtes n'a pas son homologue à la CANA, par des filiations plus ou moins directes.

Ce progressisme porté surtout, mais pas uniquement, par des militants de l'agriculture, des entreprises ou services para-agricoles, de l'action catholique rurale et de la C.F.D.T., forme désormais la principale composante de la gauche politique de la région, il a englobé l'ancienne gauche de tradition laïque et radicale et d'assise avant tout citadine. Bien que l'Union de la gauche ne représente qu'un tiers environ des suffrages électoraux (un peu plus en ville et moins dans les campagnes), cela constitue un profond renouvellement de la vie politique(1). En particulier, cela remet en question les oppositions établies entre appartenance religieuse, école libre, vote à droite d'une part, et d'autre part non-pratique, école laïque, vote à gauche, au profit notamment d'une opposition entre partisans et adversaires du capitalisme.

CONCLUSION

Dans la région considérée, il sera sans doute de moins en moins pertinent d'opposer la ville à la campagne, ou bien la ville à son environnement rural. Cette distinction avait davantage de signification lorsque les sociétés villageoises avaient une certaine autonomie, et que les campagnes désignaient en fait le milieu agricole. L'opposition de résidence correspondait alors étroitement à une distinction de catégories sociales. On sait que l'espace social villageois a éclaté du fait des médias, de la scolarisation, de l'automobile, etc ..(2). Cette interpénétration est particulièrement intense dans la région en raison à la fois du rôle de la CANA, de la rurbanisation du tissu rural, et d'un accroissement urbain réalisé avant tout par exode rural proche. Il apparaît à l'analyse qu'il existe en fait un système de rapports sociaux et de forces sociales dont le principe ne réside pas - en tout cas de moins en moins - dans une opposition ville-campagne, et qui sont à saisir au niveau de la petite région, laquelle est elle-même à considérer comme partie intégrante de l'espace social national. Finalement, la distinction ville-campagne est ici à traiter sociologiquement comme, par exemple, la distinction entre école et société.

(1) Le député actuel de la circonscription, Mr Maujouan du Gasset - d'appartenance nobiliaire - élu de la majorité se représentera avec l'étiquette P.R.. La ville d'Ancenis serait elle-même plutôt centriste.

(2) Sur l'évolution des relations entre espace social et territoire cf. notamment : P. CHAMPAGNE, la restructuration de l'espace villageois, Actes de la recherche en sciences sociales, n°3, mai 1975.